La Seconde Guerre mondiale : cours d’histoire terminale à télécharger en PDF

Cours d’histoire – Terminale

Ce cours d’histoire de terminale sur « La Seconde Guerre mondiale » fait partie du thème « Fragilités des démocraties, totalitarismes et Seconde Guerre mondiale (1929-1945) ». Tu y trouves d’abord la leçon complète, avec ses documents, ses cartes et ses définitions, puis l’essentiel à retenir. Ensuite, entraîne-toi avec les exercices du chapitre, teste-toi avec le QCM et prépare l’évaluation avec le contrôle.

Problématique : Comment la Seconde Guerre mondiale devient-elle une guerre mondiale puis une guerre d'anéantissement, et comment les Alliés et les résistances ont-ils contribué à la victoire et au jugement des crimes nazis ?

Le 2 février 1943, dans les ruines de Stalingrad, la VIe armée allemande capitule. Pour la première fois, une armée entière de Hitler dépose les armes. Deux ans plus tôt, l'Axe semblait invincible. En 1945, les Alliés vaincront l'Allemagne et le Japon. Mais cette guerre, qui dure du 1er septembre 1939 au 2 septembre 1945, ne se résume pas aux batailles. Elle est aussi une guerre d'anéantissement, qui conduit à l'assassinat de millions de civils, au premier rang desquels les Juifs d'Europe. Elle suscite également des résistances dans toute l'Europe et débouche sur un jugement inédit : le procès de Nuremberg.

Problématique : comment la Seconde Guerre mondiale devient-elle une guerre mondiale puis une guerre d'anéantissement, et comment les Alliés et les résistances ont-ils contribué à la victoire et au jugement des crimes nazis ?

1. D'une guerre européenne à une guerre mondiale (1939-1942)

Le déclenchement de la guerre et la défaite de la France

Le 23 août 1939, l'Allemagne nazie et l'URSS signent un pacte de non-agression qui contient un protocole secret de partage de la Pologne. Le 1er septembre 1939, la Wehrmacht envahit la Pologne ; le 3 septembre, la France et le Royaume-Uni déclarent la guerre à l'Allemagne. À partir du 17 septembre, l'Armée rouge occupe l'est de la Pologne. En mai-juin 1940, la guerre éclair (*Blitzkrieg*) vient à bout des armées françaises. Les divisions blindées allemandes percent à Sedan, et le gouvernement demande l'armistice, que la France signe le 22 juin 1940.

> **Définition : guerre éclair (Blitzkrieg)**
>
> Méthode de guerre fondée sur la concentration de chars, d'avions et d'infanterie motorisée, qui perce le front adverse, puis le disloque rapidement. Elle permet à l'Allemagne de vaincre la Pologne (1939), la France (1940) et de conquérir de vastes territoires en quelques semaines.

Le maréchal Pétain, devenu président du Conseil le 16 juin, annonce le 17 juin qu'« il faut cesser le combat ». Le lendemain, depuis Londres, le général de Gaulle refuse la défaite. Deux voix, deux choix.

Document 1 – Pétain, allocution radiodiffusée (17 juin 1940)

> À l'appel de Monsieur le Président de la République, j'assume à partir d'aujourd'hui la direction du gouvernement de la France. […] je fais à la France le don de ma personne. […] C'est le cœur serré que je vous dis aujourd'hui qu'il faut cesser le combat. […] Je me suis adressé cette nuit à l'adversaire pour lui demander s'il est prêt à rechercher avec nous, entre soldats, après la lutte et dans l'honneur, les moyens de mettre un terme aux hostilités.

Philippe Pétain, allocution radiodiffusée du 17 juin 1940 (texte reproduit dans Informations générales, ministère de l'Intérieur, 24 juin 1941, p. 817-818 ; fr.wikisource.org).

Document 2 – De Gaulle, appel du 18 juin 1940

> Les chefs qui, depuis de nombreuses années, sont à la tête des armées françaises, ont formé un gouvernement. Ce gouvernement, alléguant la défaite de nos armées, s'est mis en rapport avec l'ennemi pour cesser le combat. […] Mais le dernier mot est-il dit ? L'espérance doit-elle disparaître ? La défaite est-elle définitive ? Non ! […] Car la France n'est pas seule ! Elle n'est pas seule ! Elle n'est pas seule ! Elle a un vaste Empire derrière elle. […] Cette guerre est une guerre mondiale. […] Quoi qu'il arrive, la Flamme de la résistance française ne doit pas s'éteindre et ne s'éteindra pas.

Charles de Gaulle, appel du 18 juin 1940, BBC, Londres (l'appel n'a pas été enregistré : texte d'après le manuscrit, publié sur elysee.fr).

Commentaire. Pétain parle en chef du gouvernement et fait de sa personne un « don » à la France. Il demande l'arrêt des combats et s'adresse à l'adversaire « entre soldats ». De Gaulle, général de brigade à titre temporaire, conteste le gouvernement qui « s'est mis en rapport avec l'ennemi » et refuse le sentiment de défaite.

Il lance : « le dernier mot est-il dit ? ». Il s'appuie sur l'idée que la guerre est devenue « mondiale » et que la France « n'est pas seule » (Empire, Royaume-Uni, industrie américaine). Le 10 juillet 1940, le Parlement donne les pleins pouvoirs à Pétain. C'est la fin de la IIIème République et le début de l'État français, dit « régime de Vichy », qui collabore avec l'Allemagne (rencontre de Montoire, octobre 1940).

La guerre devient mondiale

Le Royaume-Uni, dirigé par Churchill, résiste en 1940 à la bataille d'Angleterre. Le 22 juin 1941,

Hitler attaque l'URSS (opération Barbarossa). L'Allemagne engage une guerre contre le communisme et pour l'« espace vital », qu'elle mènera avec une violence extrême. En Asie, le Japon est en guerre contre la Chine depuis 1937 et cherche à dominer le Pacifique. Le 7 décembre 1941, son aviation attaque la base américaine de Pearl Harbor, à Hawaï.

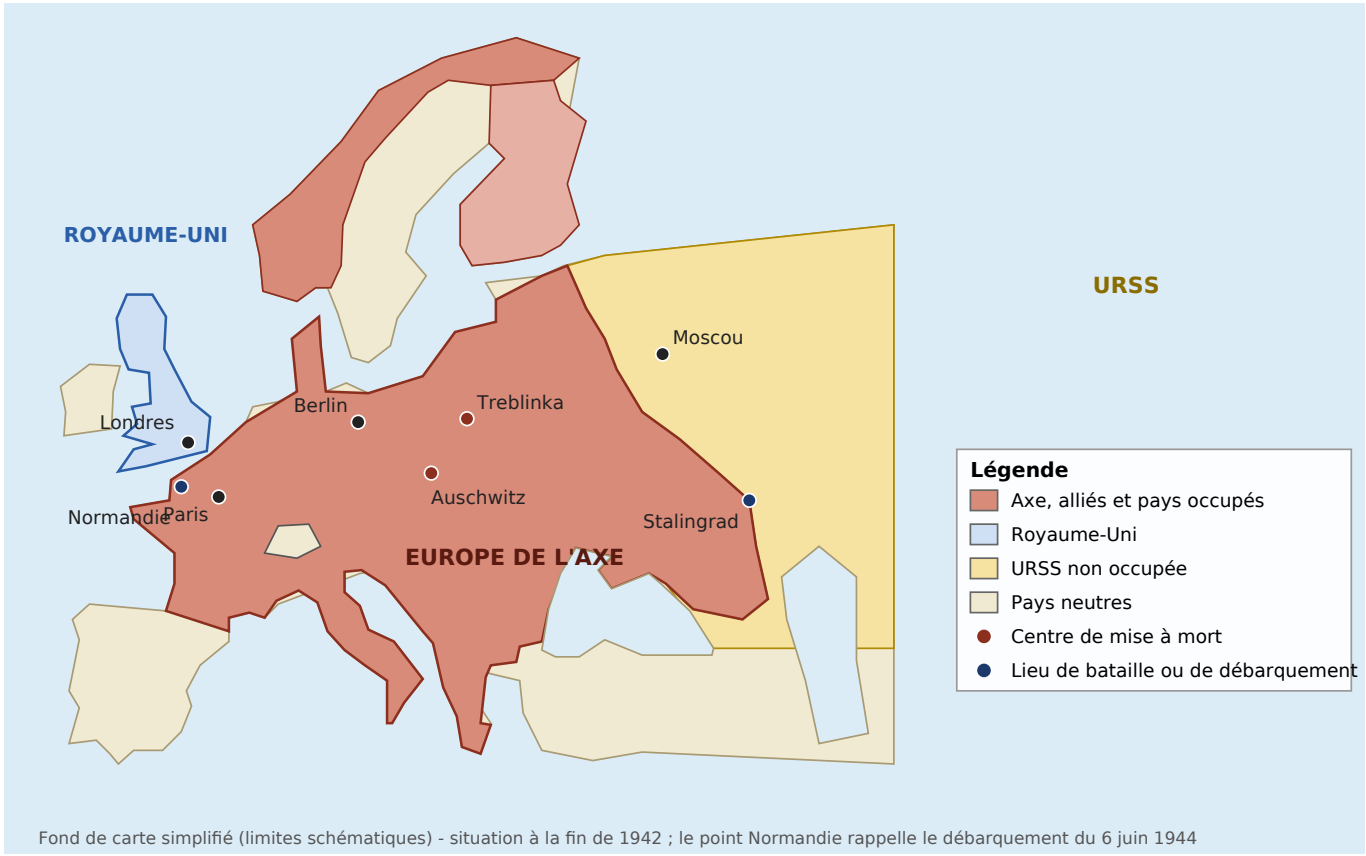
Document 3 – Roosevelt devant le Congrès (8 décembre 1941)

> Hier, 7 décembre 1941 — une date qui restera dans l'infamie —, les États-Unis d'Amérique ont été soudainement et délibérément attaqués par les forces navales et aériennes de l'Empire du Japon. Les États-Unis étaient en paix avec cette nation et, à la demande du Japon, étaient encore en conversation avec son gouvernement et son empereur en vue de maintenir la paix dans le Pacifique. […] Le Japon a donc lancé une offensive surprise qui s'étend à toute la région du Pacifique.

Franklin D. Roosevelt, message au Congrès, Washington, 8 décembre 1941 (traduction ; texte original sur en.wikisource.org).

Le cuirassé USS Arizona en flammes après l'attaque japonaise sur Pearl Harbor, Hawaï, 7 décembre 1941, photographie de l'US Navy, National Archives (NARA), Washington.

Commentaire. Roosevelt présente l'attaque comme « soudaine et délibérée » et estime que le Japon a menti en poursuivant des négociations en trompant les États-Unis. La date « restera dans l'infamie ». C'est un mot qui fait de l'attaque une injustice à venger et prépare le vote de la déclaration de guerre. La photographie du cuirassé *Arizona* en flammes illustre l'ampleur des dégâts : la guerre est désormais mondiale. Le 11 décembre, l'Allemagne et l'Italie déclarent à leur tour la guerre aux États-Unis. Autour de l'Allemagne, du Japon et de l'Italie, l'Axe domine alors de vastes territoires. En face, la « Grande Alliance » unit le Royaume-Uni, l'URSS et les États-Unis.



Carte schématique : l'Europe de l'Axe à la fin de 1942, les centres de mise à mort et les grands lieux de bataille.

2. Les tournants et la victoire des Alliés (1942-1945)

Le retournement de 1942-1943

En 1942, la guerre bascule. Dans le Pacifique, la bataille navale de Midway (juin 1942) arrête l'avance japonaise. En Afrique du Nord, les Britanniques gagnent à El-Alamein (octobre-novembre 1942), tandis que les Américains débarquent au Maroc et en Algérie. Sur le front de l'Est, l'offensive allemande de l'été 1942 vers la Volga et le Caucase s'enlise à **Stalingrad**. Les combats de rues, d'immeuble en immeuble, s'achèvent par l'encerclement et la capitulation de la VIe armée le 2 février 1943.

Combats de rue dans les ruines de Stalingrad, soldats soviétiques, 1942-1943, photographie, archives de l'agence RIA Novosti (n° 602770). Zelma / Георгий Зельма, CC BY-SA 3.0, via Wikimedia Commons

Commentaire. La photographie montre des soldats soviétiques qui progressent dans des immeubles éventrés aux murs troués et aux étages effondrés. C'est un combat à courte distance, dans une ville en ruine. Stalingrad marque un tournant, car l'armée allemande perd l'initiative à l'Est. Elle est aussi un symbole pour l'URSS, qui a subi les plus lourdes pertes humaines du camp allié.

La reconquête et la fin de la guerre

En 1943, les Alliés débarquent en Sicile (juillet). Mussolini tombe et l'Italie signe l'armistice en septembre. Le 6 juin 1944, le débarquement de Normandie ouvre un second front en France. On libère Paris le 25 août 1944. Le général de Gaulle, chef du gouvernement provisoire, s'y rend dès le lendemain. À Yalta (février 1945), Churchill, Roosevelt et Staline préparent l'après-guerre. L'Allemagne capitule le 8 mai 1945 (acte signé à Reims le 7, à Berlin le 8), après le suicide de

Hitler (30 avril).



« Into the Jaws of Death » : des soldats américains débarquent d'une péniche sous le feu allemand sur la plage d'Omaha, Normandie, 6 juin 1944, photographie de Robert F. Sargent, garde-côtes américains.



Le général de Gaulle descend de voiture devant l'Hôtel de Ville de Paris, 26 août 1944, photographie (inventaire PH11023), domaine public.

Dans le Pacifique, la guerre continue. Le 6 août 1945, les États-Unis lâchent une bombe atomique sur Hiroshima. Ils en lancent une seconde sur Nagasaki le 9 août. Le 15 août, l'empereur annonce la capitulation du Japon, qui devient officielle le 2 septembre 1945.

Document 4 – Truman annonce la bombe atomique (6 août 1945)

> Il y a seize heures, un avion américain a lâché une bombe sur Hiroshima, importante base de l'armée japonaise. Cette bombe avait plus de puissance que 20 000 tonnes de TNT. [...] Les Japonais ont commencé la guerre par les airs, à Pearl Harbor. Ils ont été payés en retour, au centuple. Et ce n'est pas fini. [...] C'est une bombe atomique. C'est la mise en œuvre de la force fondamentale de l'univers.

Harry S. Truman, déclaration du président annonçant l'emploi de la bombe atomique à Hiroshima, Washington, 6 août 1945 (traduction ; texte original sur presidency.ucsb.edu/node/231158).



Le nuage atomique au-dessus d'Hiroshima, 6 août 1945, photographie aérienne américaine, domaine public.

Commentaire. Le président Truman présente la bombe comme une arme d'une puissance inédite (« plus de 20 000 tonnes de TNT »). Il la présente aussi comme une réponse à Pearl Harbor (« ils ont été payés en retour »). Il rappelle aussi que l'Allemagne avait cherché à se doter de cette arme. La photographie aérienne montre un panache immense, bien au-dessus de la ville. Elle ne montre pas les victimes, qui se comptent par dizaines de milliers dès les premiers jours. Les historiens débattent encore des raisons de ces bombardements : mettre fin à la guerre sans débarquement, avertir l'URSS, ou les deux. Dans tous les cas, l'arme nucléaire ouvre une ère nouvelle.

Le bilan humain est effrayant. On compte des dizaines de millions de morts, dont une majorité de civils, victimes des combats, des bombardements, des famines, des massacres. C'est une « guerre totale » : les États mobilisent toute leur économie et toute leur population.

3. Une guerre d'anéantissement : le génocide des Juifs

Les Einsatzgruppen et la guerre à l'Est

Sur le front de l'Est, la guerre menée par l'Allemagne est dès 1941 une guerre idéologique et raciale, ce que l'on appelle une « guerre d'anéantissement ». Derrière la Wehrmacht, des unités mobiles de la police de sécurité et de la SS, les **Einsatzgruppen** (groupes d'intervention) et leurs *Einsatzkommandos*, assassinent, avec l'aide d'auxiliaires locaux et le soutien de l'armée,

des communistes, des civils et surtout des Juifs. Ils fusillent hommes, femmes et enfants dans des fosses, dans les villes et les villages occupés, de l'été 1941 à 1944. Cette « Shoah par balles » fait plus d'un million de victimes.

> **Définition : génocide**
>
> Destruction volontaire et systématique d'un groupe humain, en raison de son appartenance. Le juriste Raphael Lemkin crée le mot en 1944, et la Convention de l'ONU de 1948 le reconnaît en droit international. On appelle « Shoah » (catastrophe, en hébreu) le génocide des Juifs d'Europe par l'Allemagne nazie. Une politique d'extermination a également visé les Tsiganes (Roms et Sintés).

La conférence de Wannsee et les centres de mise à mort

En 1941, les nazis passent de la persécution et de la déportation à l'extermination de tous les Juifs d'Europe. Le 20 janvier 1942, Reinhard Heydrich réunit à Wannsee, dans la banlieue de Berlin, des hauts fonctionnaires de l'État et du parti pour coordonner la « solution finale de la question juive en Europe ». Adolf Eichmann rédige le compte rendu de la conférence.

Document 5 – Le protocole de la conférence de Wannsee (20 janvier 1942)

> Environ 11 millions de Juifs sont concernés par la solution finale de la question juive européenne […] Sous une direction appropriée, les Juifs seront affectés, dans le cadre de la solution finale, à un travail approprié à l'Est. Les Juifs aptes au travail, séparés selon le sexe, seront conduits en grandes colonnes de travail dans ces régions pour construire des routes, ce qui en éliminera sans aucun doute une grande partie par diminution naturelle. Le reliquat éventuel, qui sera sans aucun doute formé des éléments les plus résistants, devra être traité en conséquence […] Dans la mise en œuvre pratique de la solution finale, l'Europe sera passée au peigne fin d'ouest en est.

Protocole de la conférence de Wannsee, 20 janvier 1942, compte rendu secret rédigé par Adolf Eichmann (traduction de l'anglais ; texte original sur avalon.law.yale.edu/imt/wannsee.asp).

*solution finale : expression des nazis qui désigne l'extermination de tous les Juifs d'Europe. *traité en conséquence : euphémisme pour désigner l'assassinat.

Commentaire. Le texte emploie un langage administratif et euphémistique (« solution finale », « évacuation », « traité en conséquence »), qui cache la réalité du meurtre. Il évoque environ onze millions de Juifs « concernés » dans toute l'Europe, y compris dans des pays que l'Allemagne ne contrôle pas, et prévoit de les mener « d'ouest en est ». La phrase sur le travail forcé « par diminution naturelle » montre que les nazis organisent l'élimination dès le départ. Les participants appartiennent à l'État et non seulement au parti : l'ensemble de l'appareil d'État participe au projet.

Ghettos, déportations et extermination

Les nazis rassemblent les Juifs dans des ghettos, puis les déportent par train. À partir de la fin de 1941, les nazis mettent en place des centres de mise à mort où ils assassinent les victimes dans des chambres à gaz. Ce sont Chełmno, puis Belzec, Sobibor et Treblinka (1942). S'y ajoutent Majdanek et surtout Auschwitz-Birkenau, qui est à la fois un camp de concentration, un camp de travail et un centre de mise à mort.

À l'arrivée des convois, des médecins SS sélectionnent à la rampe ceux qui sont aptes au travail. Ils envoient immédiatement les autres, dont les enfants, aux chambres à gaz. Selon les estimations de la recherche, les nazis ont tué au moins 1,1 million de personnes à Auschwitz, la grande majorité des Juifs. Au total, les nazis ont assassiné environ six millions de Juifs, soit les deux tiers de ceux d'Europe, entre 1941 et 1945.



Les voies ferrées menant à l'entrée du camp d'Auschwitz II-Birkenau (Pologne), photographie contemporaine, licence CC BY-SA 4.0. Paweł Sawicki, CC BY-SA 4.0, via Wikimedia Commons

Commentaire. La photographie, prise de nos jours, montre les rails qui conduisent à l'entrée du camp d'Auschwitz II-Birkenau, avec son bâtiment à tour surmonté d'un toit. Elle ne montre pas le crime, mais le lieu : les voies mènent à l'intérieur du camp, où les convois arrivaient directement. C'est un lieu de mémoire et un site inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO. L'armée soviétique libère le camp d'Auschwitz le 27 janvier 1945.

La France et la persécution des Juifs

En France, le régime de Vichy adopte de sa propre initiative un statut des Juifs (3 octobre 1940). Après l'occupation, la police française participe aux arrestations. Les 16 et 17 juillet 1942, lors de la rafle dite du Vél' d'Hiv, elle arrête à Paris plus de 13 000 Juifs, dont plus de 4 000 enfants. On les déporte ensuite depuis Drancy vers Auschwitz. En 1995, le président de la République Jacques Chirac reconnaît la responsabilité de l'État français.

4. Les résistances européennes et la Libération

Refuser la défaite et l'occupation

La Résistance naît du refus de l'occupation et de la collaboration. À Londres, de Gaulle rassemble la France libre. Dans la France occupée, des mouvements (Combat, Libération, Franc-Tireur), des réseaux de renseignement et d'évasion, puis des maquis (surtout après l'instauration du Service du travail obligatoire en février 1943) mènent une lutte clandestine. Jean Moulin, délégué de de Gaulle, unifie les mouvements. Le Conseil national de la Résistance (CNR) se réunit pour la première fois le 27 mai 1943. Les Allemands arrêtent Moulin le 21 juin 1943.

> **Définition : Résistance**
>
> Ensemble des actions, armées ou non, menées dans les pays occupés par l'Axe contre l'occupant et ses collaborateurs : information, sabotages, aide aux persécutés, évasions, lutte armée. On écrit le mot avec une majuscule quand il désigne le mouvement historique de la Résistance française. On parle aussi de « résistances » au pluriel, car elles sont très diverses.

Document 6 – Le programme du Conseil national de la Résistance (15 mars 1944)

> Née de la volonté ardente des Français de refuser la défaite, la Résistance n'a pas d'autre raison d'être que la lutte quotidienne sans cesse intensifiée. […] ont-ils décidé de s'unir sur le programme suivant, qui comporte à la fois un plan d'action immédiate contre l'oppresseur et les mesures destinées à instaurer, dès la libération du territoire, un ordre social plus juste. […] Un plan complet de sécurité sociale, visant à assurer à tous les citoyens des moyens d'existence dans tous les cas où ils sont incapables de se le procurer par le travail, avec gestion appartenant aux représentants des intéressés et de l'État

Conseil national de la Résistance, programme d'action de la Résistance, « Les Jours heureux », adopté le 15 mars 1944 (Libération zone sud, 1944 ; texte sur fr.wikisource.org).

*C.N.R. : Conseil national de la Résistance, créé en mai 1943 sous la présidence de Jean Moulin, qui réunit les mouvements de résistance, les syndicats et les partis politiques.

Commentaire. Le programme associe à la lutte immédiate contre l'occupant un projet de reconstruction : « un ordre social plus juste ». Il prévoit notamment « un plan complet de sécurité sociale ». Les représentants des mouvements, des syndicats et des partis s'unissent donc autour d'un programme commun. Il inspirera les réformes de la Libération (sécurité sociale, nationalisations, droit de vote des femmes en 1944).

Des résistances dans toute l'Europe

Les résistances existent dans tous les pays occupés. En Pologne, les Allemands écrasent l'insurrection du ghetto de Varsovie (avril-mai 1943) puis l'insurrection de Varsovie (août-octobre 1944). En Yougoslavie, les partisans de Tito mènent une guerre de libération. Au Danemark, la population sauve la plupart des Juifs en les faisant passer en Suède (octobre 1943). En Italie, la Résistance se forme après l'armistice de 1943.

En Allemagne même, de petits groupes s'opposent au régime, comme les étudiants de la Rose blanche (1942-1943). Des officiers tentent de tuer Hitler le 20 juillet 1944. La répression est féroce : les occupants torturent, fusillent ou déportent les résistants. Les Allemands et Vichy cherchent aussi à discréditer la Résistance, comme avec l'« Affiche rouge » contre le groupe Manouchian (février 1944). Ce groupe se compose en majorité de résistants étrangers.

L'« Affiche rouge » : « Des libérateurs ? La libération par l'armée du crime ! », affiche de propagande allemande et de Vichy contre le groupe Manouchian, Paris, février 1944.

5. Juger les crimes et reconstruire un monde nouveau

Le procès de Nuremberg

Dès 1943-1945, les Alliés décident de juger les principaux responsables nazis. Le tribunal militaire international, créé par l'accord de Londres du 8 août 1945, siège à Nuremberg du 20 novembre 1945 au 1er octobre 1946. Le tribunal juge vingt-quatre accusés et condamne douze

d'entre eux à mort. Les chefs d'accusation sont le complot, les crimes contre la paix, les crimes de guerre et les **crimes contre l'humanité**, notion nouvelle.

Définition : crime contre l'humanité

Crime commis contre des populations civiles (assassinat, extermination, déportation, persécution pour des raisons politiques, raciales ou religieuses). Le statut du tribunal de Nuremberg définit cette notion pour la première fois en 1945. L'obéissance aux ordres n'excuse pas ces crimes.

Document 7 – Le procureur américain Jackson, ouverture du procès de Nuremberg (21 novembre 1945)

> L'honneur d'ouvrir le premier procès de l'histoire pour des crimes contre la paix du monde impose une lourde responsabilité. Les torts que nous cherchons à condamner et à punir ont été si calculés, si malfaisants et si dévastateurs que la civilisation ne peut tolérer qu'on les ignore, parce qu'elle ne survivrait pas à leur répétition. […] N'oublions jamais que le dossier sur lequel nous jugeons aujourd'hui ces accusés est celui sur lequel l'histoire nous jugera demain.

Robert H. Jackson, procureur général des États-Unis, déclaration d'ouverture devant le Tribunal militaire international, Nuremberg, 21 novembre 1945 (traduction ; texte original sur avalon.law.yale.edu/imt/11-21-45.asp).

Des accusés au banc du tribunal militaire international de Nuremberg, gardés par des soldats américains, 1945-1946, photographie, domaine public.

Commentaire. Jackson affirme que les crimes sont « si calculés, si malfaisants et si dévastateurs » que la civilisation ne peut pas les ignorer. Il précise qu'on ne livre pas les accusés à la vengeance, mais qu'on les juge selon le droit. Le jugement de l'histoire dépendra de la justice du procès. Le procès est donc un acte politique et juridique. Il fonde l'idée que même des chefs d'État peuvent être jugés. La photographie montre les accusés rangés sur plusieurs rangs, gardés par des soldats casqués. Des juges des quatre puissances alliées les jugent.

Un monde marqué par la guerre

La guerre laisse l'Europe en ruines et provoque des déplacements de millions de personnes. Elle fait naître l'Organisation des Nations unies (juin 1945), la Déclaration universelle des droits de l'homme (1948) et la Convention sur le génocide (1948). Elle laisse aussi deux superpuissances, les États-Unis et l'URSS, dont l'alliance se brise bientôt : c'est le début de la guerre froide.

- **1er septembre 1939** L'Allemagne envahit la Pologne ; début de la guerre
- **22 juin 1940** Armistice franco-allemand ; **18 juin** appel de de Gaulle
- **22 juin 1941** L'Allemagne attaque l'URSS

- **7 décembre 1941** Attaque japonaise sur Pearl Harbor ; la guerre devient mondiale
- **20 janvier 1942** Conférence de Wannsee
- **2 février 1943** Capitulation de la VIe armée allemande à Stalingrad
- **6 juin 1944** Débarquement de Normandie
- **8 mai 1945** Capitulation de l'Allemagne
- **6 août 1945** Bombe atomique sur Hiroshima
- **20 novembre 1945** Ouverture du procès de Nuremberg

À retenir

- La guerre, commencée en Europe en 1939, devient mondiale en 1941 (attaque de l'URSS en juin, Pearl Harbor en décembre) ; Stalingrad (février 1943) marque le tournant.
- Les Alliés l'emportent en Europe (8 mai 1945) puis en Asie (Hiroshima et Nagasaki, capitulation du Japon le 15 août, signature le 2 septembre 1945).
- La Shoah, génocide des Juifs d'Europe, commence avec les Einsatzgruppen (fusillades), puis se poursuit dans les centres de mise à mort après la conférence de Wannsee (20 janvier 1942) : environ six millions de victimes.
- Les résistances européennes, dont la Résistance française (CNR, 1943), contribuent à la Libération ; le procès de Nuremberg juge les crimes nazis et fonde la notion de crime contre l'humanité.